



FINANCES  
PUBLIQUES

# *Au cœur des luttes*

## CGTR-Finances publiques

### DECLARATION DE LA CGTR-FINANCES PUBLIQUES AU CTL DU 23 janvier 2020

Aujourd'hui se tient un CTL avec pour ordre du jour les suppressions d'emplois à la DRFiP de La Réunion.

Depuis des années, la DGFIP absorbe la grande majorité des suppressions d'emplois. Les services sont exsangues, les collègues en souffrance, les usagers et contribuables à bout de nerfs... mais rien n'y fait, notre administration se targue même d'être à la tête d'une administration exemplaire en terme de suppressions d'emploi...

2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
-2 667	-2 438	-2 023	-1 988	-2 000	-2 130	-1 630	-1 600	-2 130

2020, 1431 emplois qui s'ajoutent aux emplois déjà supprimés... Soit 20037 ETP depuis l'année 2011 !! Dans le secteur privé, cela s'appelle « un plan social ».

Circulent déjà les scandaleuses estimations pour 2021 et 2022, il faudra compter sur 1800, 1900 suppressions d'emploi... et après ?

La CGTR Finances Publiques de La Réunion dénonce les nouvelles suppressions de postes dans notre administration qui vont encore affaiblir les services visés et dégrader les conditions de travail des agents :

	A+	A	B	C/AST
2015	-1	+1	+3	+1
2016	+1	0	+6	+1
2017	-1	0	+5	+3
2018	+1	0	-3	-1
2019	0	0	-3	-12
2020	0	-2	-1	-3

Avant 2018, grâce à la mobilisation de tous, La Réunion connaissait un maintien des emplois très largement justifié par un ratio agent/habitant très en deçà de la métropole.

C'est toujours le cas.

Mais aujourd'hui, la loi de transformation de la fonction publique ordonne des suppressions massives d'emploi et comme à son habitude la DGFIP se montre exemplaire.

Encore 6 suppressions en 2020, ce qui porte le total à 25 suppressions depuis 2018 pour notre Département. On peut légitimement estimer encore 25 suppressions d'emploi d'ici à 2022 et une cinquantaine à l'horizon 2026.

Depuis des années, les agents surcompensent ces suppressions par leur investissement, leur conscience professionnelle et leur attachement à rendre un service public de qualité. Mais non satisfaits d'en abuser, vous les « remerciez » en détériorant leurs conditions de travail, en détruisant leurs droits et garanties, en restreignant leur droit à être défendus par la suppression des CAP, en démantelant le réseau, en privatisant leurs missions.

Face à cette dégradation sans précédent de leurs droits et acquis sociaux, les agents se mobilisent depuis des mois, se mettent en grève massivement dans les territoires pour affirmer leur désaccord, leur mécontentement profond.

La mise en place des Établissements France Services dans le département n'est que l'annonce des fermetures futures des soi-disant « accueils de proximité » et l'abandon de toute notion de service public pour notre administration.

La fermeture au public pendant plus de 2 semaines de la Trésorerie de St Leu serait-elle prémonitoire ?

Comment justifiez-vous la fermeture de trésoreries par un meilleur service public rendu aux usagers de notre administration ?

- Dans l'avenir, qui pourra renseigner l'utilisateur à l'accueil ?

- Au téléphone ? Par mail ?

- Et bientôt à distance par appel vidéo depuis les Établissements France Services ou les points de contact des mairies ?

- Et en plus, répondre au courrier et s'occuper des tâches administratives de son service !

- Et en plus, préparer l'accueil sur rendez-vous du lendemain ?

La jolie vitrine des nombreuses offres de service public du Nouveau Réseau de Proximité masque complètement le manque de moyens humains actuel et à venir pour y faire face.

Alors que la votation organisée le 12 septembre 2019 a montré la complète opposition des personnels au projet du Nouveau Réseau de Proximité,

Alors que le 16 septembre 2019, 63 % des agents étaient grève, exigeant le retrait pur et simple de la réforme DARMANIN et de son NRP,

Comment osez-vous demander aux agents (volontaires sélectionnés par vos soins!) de participer à des groupes de travail afin de restructurer, supprimer et démanteler leurs missions de service public ?

Comme vous pouvez l'entendre (le comprendre relèverait de l'utopie), les conditions essentielles pour une concertation sereine ne sont pas réunies.

Dans ces conditions et devant ce constat édifiant, la CGTR Finances Publiques demande à la Direction locale de se déclarer dans l'incapacité de mettre en place le plan Darmanin dans le département de La Réunion.

Nous sommes avec les agents, les élus dans la mobilisation depuis des mois pour le retrait des réformes du nouveau réseau de proximité, contre les privatisations de nos missions, contre votre conception du service public.

Nous défendons un service public au plus près des citoyens, dont il est le bien commun. Nous refusons la suppression de cette richesse qu'est le service public, si nécessaire à la cohésion sociale et dont on milite, tout au contraire de vous, le renforcement.

Nous exigeons :

- Le retrait immédiat du plan du Ministre Darmanin et son Nouveau réseau de proximité ;
- La consolidation de l'implantation de services de la DRFiP de pleine compétence au plus près des citoyens et des élus ;
- Des embauches statutaires et des moyens à la hauteur des besoins pour l'exercice de toutes les missions de la DGFIP ;
- La pérennité de l'exercice de toutes les missions à la DGFIP ;
- Le renforcement du statut des fonctionnaires, seul garant de l'égalité de traitement des citoyens et de l'indépendance des fonctionnaires vis-à-vis des pouvoirs publics ;
- L'augmentation des rémunérations par une revalorisation conséquente du point d'indice, le rattrapage de la perte de pouvoir d'achat et l'abandon du RIFSEEP.

De plus, la mobilisation se poursuit pour le retrait du projet de réforme des retraites, entraînant chaque jour de nouveaux travailleurs, des étudiants et lycéens,...

Cette réforme, comme celle de notre administration, n'a pour seul but que de donner toujours plus de profits aux actionnaires et autres privilégiés de tous poils !

De nombreuses initiatives se tiennent sur tout le territoire et notre département : grève, manifestations, rassemblements, journées mortes, etc... rassemblant à nouveau plusieurs centaines de milliers de personnes.

Par la présente déclaration, la CGTR Finances Publiques exige le retrait de la réforme des retraites par point.

En conséquence, les élus de la CGTR Finances publiques ne participeront pas à cette instance.

Les élus CGTR au CTL : Stéphanie CADET, Philippe ROOS, Paul TOUATI, Thierry DONADIO,